



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

Pouvoir adjudicateur :

GENDARMERIE NATIONALE
Région de Gendarmerie Ile-de-France
Bureau Budget et Administration
Cellule Marchés

Marché public de travaux

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
(C.C.A.P)**

Objet :

**Renforcement structurel d'un bâtiment avec création d'une salle de
réunion au rez de chaussée de la gendarmerie de PERSAN**

26 Avenue Jean Jaurès
95340 Persan

N° Dossier RGIF : 2021_02_RGIF

Lot : Unique

MAÎTRISE D'ŒUVRE :

Monsieur TROUILLET de la société ARCH'CONCEPT
31 rue Quintinie – 75015 PARIS
Tél : 01 42 19 07 05_@:arch.concept@wanadoo.fr

Région de gendarmerie d'Île-de-France
Commandement de la gendarmerie pour
la zone de défense et de sécurité de Paris
4 avenue Busteau
94706 Maisons-Alfort Cedex
Tél. : 01 57 44 08 32
www.gendarmerie.interieur.gouv.fr

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ, DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1 OBJET.....	4
1.2 DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ.....	4
1.3 REPRÉSENTATION DES PARTIES.....	4
1.4 RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	5
1.5 SOUS-TRAITANCE.....	5
2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
2.1 PIÈCES PARTICULIÈRES.....	6
2.2 PIÈCES GÉNÉRALES.....	6
3. FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE.....	6
3.1 ORDRE DE SERVICE.....	6
3.2 INFORMATION AU TITULAIRE.....	7
4. PRIX, VARIATION DU PRIX.....	7
4.1 MODE D'ÉTABLISSEMENT DU PRIX.....	7
4.2 NATURE DU PRIX.....	7
4.3 CONTENU DES PRIX.....	7
4.4 FORME ET VARIATION DU PRIX.....	7
4.5. AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX.....	8
5. RETENUE DE GARANTIE.....	8
6. AVANCE.....	8
6.1 CONDITIONS DE GARANTIES POUR LE VERSEMENT DE L'AVANCE.....	8
6.2 BÉNÉFICIAIRES DE L'AVANCE.....	8
6.3 MONTANT DE L'AVANCE.....	9
6.4 MODALITÉS DE RÈGLEMENT DE L'AVANCE.....	9
6.5 MODALITÉS DE RÉSORPTION DE L'AVANCE.....	9
7 RÈGLEMENT DES COMPTES.....	9
7.1 DEMANDE DE PAIEMENT D'ACOMPTES.....	10
7.2 DEMANDE DE PAIEMENT FINAL.....	10
7.3 DANS LE CAS D'UNE RÉCEPTION AVEC RÉSERVE.....	10
7.4 PAIEMENTS DES COTRITANTS ET DES SOUS-TRITANTS AYANT DROIT AU PAIEMENT DIRECT.....	11
8. DÉLAIS - PÉNALITÉS ET PRIMES.....	12
8.1 DURÉE DU MARCHÉ, DÉLAIS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	12
8.2 PÉNALITÉS DE RETARD, ABSENCES - PRIMES D'AVANCE.....	12
8.3 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX.....	12
8.4 RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION.....	12
9. PROVENANCE, VÉRIFICATION, PRISE EN CHARGE ET IMPLANTATION DU OU DES OUVRAGES.....	13
9.1 PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	13
9.2 CARACTÉRISTIQUES, QUALITÉS, VÉRIFICATIONS, ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	13
9.3 PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR L'ENTREPRENEUR DES MATÉRIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAÎTRE DE L'OUVRAGE	13
10 PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	14
10.1 CAS D'UN MARCHÉ UNIQUE CONFIE À UN GROUPEMENT CONJOINT OU SOLIDAIRE.....	14

10.2 PÉRIODE DE PRÉPARATION, PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	14
10.3 PLANS D'EXÉCUTIONS, NOTES DE CALCULS, ÉTUDES DE DÉTAILS.....	14
10.4 LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ.....	14
10.5 ORGANISATION, DÉROULEMENT, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DES CHANTIERS.....	15
11. CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX.....	16
11.1 ESSAIS ET CONTRÔLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX.....	16
11.2 RÉCEPTION.....	16
11.3 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.....	16
11.4 MISE À DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES.....	17
11.5 DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION.....	17
11.6 DÉLAI DE GARANTIE.....	17
11.7 GARANTIES PARTICULIÈRES.....	17
12. DISPOSITION EN MATIÈRE D'INSERTION ET/OU DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE ET/OU DE PROTECTION DE L' ENVIRONNEMENT.....	18
12.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	18
12.2 MESURES RELATIVES À LA GESTION DES DÉCHETS DE CHANTIER.....	18
12.3 DOMMAGES DIVERS CAUSÉS PAR LA CONDUITE DES TRAVAUX OU LES MODALITÉS DE LEUR EXÉCUTION.....	18
13. ASSURANCES.....	18
14. CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	19
14.1 REMPLACEMENT DU TITULAIRE INITIAL PAR UN NOUVEAU TITULAIRE EN COURS D'EXÉCUTION.....	19
14.2 CONSÉQUENCES DE L'ABSENCE D'ACCORD D'UN DES MEMBRES DU GROUPEMENT OU DU POUVOIR ADJUDICATEUR SUR LA SUBSTITUTION :.....	19
15. DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	19
16. RÉSILIATION.....	20
16.1. RÉSILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE.....	20
16.2. RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL.....	20
16.3. MESURES COERCITIVES.....	20
17. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	21
17.1. DONNÉE À CARACTÈRE PERSONNEL RECUEILLIES DANS LE CADRE DE LA PRÉSENTE CONSULTATION.....	21
17.2. DONNÉES RECUEILLIES PENDANT L'EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	21
18. DÉROGATIONS AU CCAG APPLICABLE.....	22

1. OBJET DU MARCHÉ, DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet

Le présent marché a pour objet le renforcement structurel d'un bâtiment avec création d'une salle de réunion au rez de chaussée de la gendarmerie de PERSAN située au 26 Avenue Jean Jaurès 95340 PERSAN.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières.

1.2 Décomposition du marché

Le présent marché est non alloti.

Lot unique :

- L'installation de chantier / Démolition – Maçonnerie plâtrerie / Faux plafonds
- Électricité (CFO – CFA)
- Peinture / Embellissement
- Menuiseries
- Carrelage faïence
- Sol-Souple
- CVC

1.3 Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG travaux, dès la notification du marché, le Titulaire et le maître de l'ouvrage désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître de l'ouvrage ou au Titulaire.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Titulaire et le pouvoir adjudicateur ou en cours d'exécution du marché.

1-3.1. Mandataire du maître de l'ouvrage

Le chef du bureau immobilier et stationnement par délégation.

1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial. Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article 134 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle.

1-3.3. Conduite d'opération

La fonction de conduite d'opération est assurée par : le Bureau Immobilier et Stationnement.

1-3.4. Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre est : Monsieur TROUILLET de la société ARCH'CONCEPT

31 rue Quintinie – 75015 PARIS

Tel : 01.42.19.07.05 | Email : arch.concept@wanadoo.fr

Il est chargé d'une mission comprenant :

- Les études d'avant projet (AVP) ;
- Les études de projet (PRO) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;

Renforcement structurel d'un bâtiment et création d'une salle de réunion - Persan

- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux et la totalité des études de synthèse (EXE) ;
- L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR) ;
- Coordination SSI Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur est réalisée par le maître d'œuvre.

1-3.5. Contrôle technique

La société SOCOTEC CONSTRUCTION est en charge de la mission de contrôle technique. Elle est située :

5 place des frères Montgolifier

78 280 GUYANCOURT

Tel : 01.40.90.45.92 | Email : david.saintobert@socotec.com

1-3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La société SOCOTEC CONSTRUCTION est en charge de la mission SPS de niveau 2. Elle est située :

5 place des frères Montgolifier

78 280 GUYANCOURT

Tel : 01.40.90.45.92 | Email : david.saintobert@socotec.com

1.4 Réalisation de prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au Titulaire, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.5 Sous-traitance

Les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

En cas de sous-traitance directe, le Titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le Titulaire produira également une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du Titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au Titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le Titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître de l'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours à

compter de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

2.1 Pièces particulières

- A.1_ **Acte d'engagement (AE)** et ses éventuelles annexes, à l'exception de celles qui seraient expressément identifiées comme n'ayant pas valeur contractuelle, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- A.2_ **Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)** et ses éventuelles annexes ;
- A.3_ **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** et ses éventuelles annexes et, s'il est nécessaire, le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- A.4_ **Décomposition du Prix Globale et Forfaitaire (DPGF)** ;
- A.5_ Plans DCE
- A.6_ Plan Général de coordination (PGC)
- A.7_ Calendrier détaillé d'exécution

2.2 Pièces générales

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

- B.1_ Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux. Le CCAG applicable au présent marché est le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- B.2_ Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux travaux objet du marché, lorsqu'il existe ;
- B.3_ Actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché ;
- B.4_ Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (C.C.S./ D.T.U.) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Privatisation relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire ;

3. FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE

3.1 Ordre de service

Tous les ordres de services relatifs à la réalisation de travaux supplémentaires ou modificatifs de quelque nature qu'ils soient, en application des articles 13 à 16 du CCAG travaux, doivent, pour être opposables au maître de l'ouvrage, comporter le visa de celui-ci.

3.2 Information au Titulaire

Pour les notifications au Titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, du pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Remise contre récépissé daté.
- Échanges dématérialisés ou supports électroniques dans les conditions suivantes : envoi des éléments et des demandes par courriel à l'adresse indiquée dans le mémoire technique.
- Tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception.

4. PRIX, VARIATION DU PRIX

4.1 Mode d'établissement du prix

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques définies ci-après.

4.2 Nature du prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du présent marché seront réglés, comme précisé à l'acte d'engagement, suivant la nature du marché par application des prix unitaires dont le libellé est détaillé dans la DPGF.

4.3 Contenu des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A.

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 9;1 du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux (CCAG TX).

Notamment, ils prennent en compte toutes les informations et données qui ont été communiquées par le maître de l'ouvrage dans le dossier de consultation.

Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement, ou au Titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 9.1.2 du CCAG.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ses défaillances.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le Titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

4.4 Forme et variation du prix

Le présent marché est passé à prix ferme actualisable.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de septembre 2021. Ce mois est appelé "mois zéro" (Mo).

Son montant sera actualisé à la date de commencement des prestations suivant la formule suivante :

$$P' = P \times \{0,15 + 0,85 \times [(0,20 \times TP12a(M1)/TP12a(Mo)) + (0,80 \times AME(M1)/AME(Mo))]\}$$

Dans lesquelles:

- P : Prix de base

- **P'** : Prix actualisé
- **M0** : Index du mois correspondant à la date de remise de l'offre (mois d'octobre 2021)
- **M1** : Index du mois correspondant à la date d'actualisation des prix (Si cet index n'est pas connu à la date d'émission de la facture, seul le dernier index publié sera pris en compte sans rectification à posteriori suite à la publication du nouvel index)

Avec l'application de l'indice d'actualisation suivant : BT 01 – Tous corps d'état.

Le coefficient d'actualisation sera arrondi au millième supérieur.

4.5. Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le Titulaire ne peut poursuivre les travaux sans modification du marché préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître de l'ouvrage.

5. RETENUE DE GARANTIE

Il est prévu une retenue de garantie de 5% qui sera appliquée sur chaque demande de paiement.

Le Titulaire pourra remplacer la retenue de garantie par une garantie à première demande.

Le pouvoir adjudicateur n'accepte pas de caution personnelle et solidaire.

Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au Titulaire du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ou garantie ne seront libérées que 30 jours après la date de la levée effective de ces réserves.

6. AVANCE

Une avance est accordée au Titulaire ou groupement dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement.

6.1 Conditions de garanties pour le versement de l'avance

Il sera exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance. La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci.

Le pouvoir adjudicateur n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Les sûretés seront libérées à la fin de la résorption de l'avance.

6.2 Bénéficiaires de l'avance

Lorsque le marché est passé avec un contractant unique ou avec des prestataires groupés conjoints, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le Titulaire ou le mandataire et, à celles exécutées par chaque cotraitant.

Les dispositions citées ci-dessus s'appliquent aux sous-traitants ayant droit au paiement direct.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire ou aux cotraitants conjoints s'appliquent alors au montant TTC des prestations réalisées par le Titulaire ou par chacun des cotraitants conjoints.

Les modalités précédemment citées s'appliquent à chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire géré par le mandataire.

Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser sur ce compte s'appliquent alors au montant TTC des prestations à réaliser par l'ensemble des cotraitants solidaires.

Si les paiements des membres du groupement solidaire sont répartis sur chacun des membres du groupement, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois au mandataire et à chacun des cotraitants sur la base de la répartition des paiements identifiée dans l'acte d'engagement.

Le sous-traitant qui demande à bénéficier de l'avance est soumis à l'obligation de présenter, en contrepartie de l'avance qu'il demande, la garantie d'un montant équivalent à cette avance, dans les mêmes conditions que celles applicables au Titulaire du marché. En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours d'exécution, si le Titulaire, mandataire ou cotraitant du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues sur la ou les demandes de paiement présentées après la date d'agrément du sous-traitant concerné. Si les sommes restant dues au Titulaire, mandataire ou cotraitant ne permettent pas, lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

6.3 Montant de l'avance

Le montant de l'avance sera égal à 5 % du montant initial TTC du marché en prix de base, lorsque le délai d'exécution du marché sera au plus égal à un an ; si ce délai est supérieur à un an, ce montant sera multiplié par un coefficient réducteur égal au rapport 12/N, N étant le délai d'exécution évalué en mois, figurant à l'acte d'engagement. Un taux minimal de l'avance est prévu lorsque le Titulaire ou son sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise, conformément à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

6.4 Modalités de règlement de l'avance

L'avance sera versée en une seule fois et en totalité dans les conditions ci-après : le règlement de l'avance doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le Titulaire remet sa première demande de paiement relatif à l'exécution de la tranche. Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution éventuelle n'est pas constituée dans les conditions ci-avant et où en conséquence le règlement n'intervient pas dans ce délai, le Titulaire perd jusqu'à la fin de la tranche la possibilité d'obtenir cette avance. Le règlement de l'avance interviendra dans le délai fixé dans l'acte d'engagement.

6.5 Modalités de résorption de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant du marché et devra être achevée lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 80 % du montant du marché.

En cas de tranches, ces pourcentages s'appliqueront au montant initial de chacune des tranches.

La résorption de l'avance s'effectuera, sur chaque demande de paiement, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers.

7 RÈGLEMENT DES COMPTES

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG Travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Le Titulaire transmet après validation des états par le maître d'œuvre, ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

La demande devra être adressée sur le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :

- L'identifiant de l'émetteur et du destinataire peut être communiqué dès à présent sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
- Le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues peut être communiqué dès à présent ;
- Le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire.

7.1 Demande de paiement d'acomptes

Les acomptes mensuels seront présentés conformément au modèle agréé par le maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG Travaux, l'état d'acompte sera notifié au Titulaire par le maître de l'ouvrage au plus tard lors du règlement de l'acompte ou dans un délai de 30 jours si le projet de décompte mensuel remis par le Titulaire a été modifié.

7.2 Demande de paiement final

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le Titulaire transmet au maître d'œuvre et au représentant du pouvoir adjudicateur son projet de décompte final à compter de la plus tardive de ces dates :

- date de notification de la décision de réception selon les dispositions de l'article 12.3.2 du CCAG,
- date de remise des documents demandés en application de l'article 40 du CCAG et du présent CCAP,
- date d'application de la retenue définitive dans les conditions définies ci-dessous.
- lorsque des tranches n'ont pas été affermies, selon les dispositions retenues dans l'acte d'engagement,
- si l'expiration de chacune des dates limites d'affermissement des tranches ne délie pas les parties de leurs obligations pour ces tranches : date d'expiration du délai d'exécution global du marché, éventuellement prolongé.

Les dispositions de l'article 12.3 du CCAG Travaux s'appliquent sauf pour les marchés comportant des plantations pour lesquels, par dérogation aux articles 12.3 et 42 du CCAG, il sera appliqué les dispositions suivantes : l'entrepreneur devra présenter son projet de décompte final dans les 30 jours à compter du terme correspondant à l'expiration du dernier délai de garantie (engazonnements ou végétaux).

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux :

- le pouvoir adjudicateur disposera d'un délai de 30 jours à compter de la réception du projet de décompte général signé par le Titulaire pour lui notifier le décompte général.
- lorsque le Titulaire notifie au représentant du pouvoir adjudicateur, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, il indique expressément dans son envoi vouloir faire application des dispositions de l'article 12.4.4 du CCAG et qu'en l'absence de notification du décompte général par le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 30 jours de la réception des documents, le décompte général deviendra tacitement le décompte général et définitif. A défaut de cette indication, en l'absence de notification du décompte général dans ce délai, le décompte général signé par le Titulaire ne pourra devenir le décompte général et définitif.

7.3 Dans le cas d'une réception avec réserve

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG Travaux, lorsque la réception est prononcée avec réserves et que les réserves ne sont pas levées au moment de l'établissement du décompte général, le représentant du pouvoir adjudicateur ne signe le projet de décompte général qu'après la levée de la dernière des réserves. Dans le cas où la levée des réserves est confiée par marché à une autre entreprise, la signature du projet de décompte général n'interviendra qu'après règlement définitif du nouveau marché. Il intégrera le montant des sommes engagées pour la réalisation des travaux nécessaires à la levée des réserves à la réception.

Le projet de décompte général devenu le décompte général est notifié au Titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur avant la plus tardive des dates ci-après :

- 30 jours à compter de la levée de la dernière des réserves
- 30 jours à compter du règlement définitif du nouveau marché de levée de réserves

7.4 Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le Titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée dans l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet au donneur d'ordre la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'information par le maître d'ouvrage, dans les conditions prévues par les articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique, de l'acceptation par l'entrepreneur principal des pièces justificatives servant de base au paiement direct.

En complément de l'article 12.1.7 du CCAG Travaux, le Titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des demandes de paiement des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement du sous-traitant sera effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant, à l'acheteur et libellée en son nom, ou, de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le Titulaire, dans les conditions visées aux articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours du marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

8. DÉLAIS - PÉNALITÉS ET PRIMES

8.1 Durée du marché, délais d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 18 du CCAG travaux, le délai d'exécution du présent marché part de la date de sa notification.

Le présent marché ne fera pas l'objet de reconduction.

8.2 Pénalités de retard, absences - Primes d'avance

8.2.1 Pénalités de retard

Les stipulations de l'article 19 du CCAG sont applicables sous réserve des dispositions suivantes :

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG travaux, le Titulaire subira en cas de retard dans l'exécution des prestations et travaux, y compris le délai de livraison et de mise en service ainsi que les pénalités journalières suivantes à retenir sur le montant des acomptes mensuels:

100 euros par jour calendaires de retard

Ces dispositions s'appliquent aux délais intermédiaires définis dans le planning d'exécution.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, dans le cas où le retard serait résorbé, de remettre ces pénalités.

8.2.2 Pénalités pour retard dans la transmission de l'attestation d'assurance

En cas de retard dans la transmission de l'attestation d'assurance telle que prévue à l'article "Assurance" ci-dessous, Le maître de l'ouvrage appliquera une pénalité de retard égale à 100 € par jour de retard.

8.2.3 Autres pénalités

- Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, etc.), la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus : 100 € par jour calendaire de retard ;
- Retard dans le nettoyage du chantier (comprenant l'évacuation des gravois, ...) : 100 € par jour calendaire de retard à compter de la demande du MOE et/ou MOA.

8.2.4 Prime d'avance

Il n'est pas prévu de prime d'avance.

8.3 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

8.4 Retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de non remise, à la date des opérations préalables à la réception, des documents à fournir après exécution visés à l'article "Documents fournis après exécution" ci-dessous, une retenue forfaitaire provisoire sera opérée d'un montant de 200 €.

Cette retenue s'effectuera sur les sommes dues à l'entrepreneur dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du C.C.A.G. et au présent article jusqu'à la remise de la totalité des documents. Toutefois et s'il y a lieu, **par dérogation à l'article 19.3 du CCAG travaux**, si le montant du dernier décompte mensuel ne permettait pas l'application de cette retenue, le maître d'ouvrage pourra l'effectuer sur les acomptes précédents.

Au-delà de 2 mois suivant la date des opérations préalables à la réception, si les documents ne sont pas fournis, cette retenue provisoire deviendra définitive après mise en demeure préalable restée sans effet. Elle suivra le régime fiscal des pénalités.

9. PROVENANCE, VÉRIFICATION, PRISE EN CHARGE ET IMPLANTATION DU OU DES OUVRAGES

L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'applique du marché.

9.1 Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de la construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par le CCTG ou déroge aux dispositions dudit CCTG.

Le Titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

9.2 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Les dispositions des articles 23 à 25 du CCAG travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier sont applicables à la présente consultation étant précisé que, pour ces dispositions :

Le CCTP ne déroge pas aux dispositions du CCAG de travaux.

Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par le maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par la consultation :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils lui seront rémunérés conformément aux dispositions de l'article 13 du CCAG de travaux.
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le maître de l'ouvrage.

9.3 Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage

En complément de l'article 26 du CCAG Travaux, le CCTP désigne les matériaux, produits et composants de construction qui seront fournis, le cas échéant, par le maître de l'ouvrage et précise les lieux et cadences de leur prise en charge, ou de leur réception par l'entrepreneur, ainsi que les modalités de leur manutention et de leur conservation à assurer par l'entrepreneur.

Le maître de l'ouvrage mettra à la disposition du Titulaire les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis à sa disposition.

Le CCTP ne déroge pas à l'article 26 du CCAG de travaux.

L'arrêt de chantier est un cas d'ajournement des prestations selon les dispositions de l'article 53 du CCAG Travaux.

10 PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

10.1 Cas d'un marché unique confié à un groupement conjoint ou solidaire

La coordination des travaux sera assurée par le mandataire du groupement.

La part revenant à chaque entreprise intègre le coût des dépenses communes qui lui incombe selon une répartition organisée par les entreprises membres du groupement et gérée par elles.

En aucun cas le maître de l'ouvrage ne pourra intervenir dans le règlement des différends entre entreprises.

10.2 Période de préparation, programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, la période de préparation est de 1 mois et est comprise dans le délai d'exécution.

L'entrepreneur devra dresser un programme d'exécution des travaux conformément à l'article 28 du CCAG comportant notamment le calendrier d'exécution des travaux, le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, le plan de sécurité et d'hygiène, ainsi que les dispositions utiles pour obtenir la qualité requise des ouvrages telles que définies à l'article 28.4 du CCAG Travaux.

Le Titulaire n'est pas tenu d'établir un plan d'assurance qualité du chantier.

Par dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG Travaux, l'ensemble des éléments du programme d'exécution des travaux est soumis pour visa du maître d'œuvre dans le délai de 30 jours suivant la notification du marché. L'absence de remise des plans d'hygiène et de sécurité fait obstacle au commencement de la réalisation des travaux.

10.3 Plans d'exécutions, notes de calculs, études de détails

Il est précisé que le maître d'ouvrage n'est pas chargé des études d'exécution des ouvrages.

Les études d'exécution qui ne sont pas confiées au maître d'œuvre seront réalisées par les entreprises. Ces études seront soumises au maître d'œuvre et au contrôleur technique, s'il y a lieu, pour visa préalablement à la réalisation des travaux dans les conditions définies à l'article 29 du CCAG Travaux.

Ces documents sont fournis en trois exemplaires, dont un sur un support permettant la reproduction. Ils seront remis également sur support informatique (CD, DVD, autres). Ces documents pourront être remis sous forme électronique.

Tous les documents devront être sécurisés, identifiables et interopérables. Ils seront fournis en format word/excel/pdf/dwg, etc.

Le Titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

10.4 Lutte contre le travail dissimulé

Le Titulaire devra remettre au maître de l'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de 48 heures, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG Travaux.

10.5 Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers

10.5.1 Emplacement des installations de chantier

Le CCTP définit les emplacements des installations de chantier et des éventuels dépôts provisoires seront étudiés, avec le maître d'œuvre, durant la phase de préparation.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par l'entrepreneur.

Le Titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

10.5.2 Laboratoire et bureau de chantier

Il n'est pas prévu de laboratoire de chantier.

10.5.3 Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

Le Titulaire, sous-traitant ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux. Le Titulaire, sous-traitant ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Les mesures ci-après, concernant la sécurité et la santé sont prises par les intervenants conformément aux articles L 4531-1 à 3, L 4532-1 à 18 et R 4532-1 à 4533-7 du Code du travail.

10.5.3.1 Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur le plan des locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs et répondent aux normes sanitaires de la législation en vigueur sur le territoire français.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

10.5.3.2 Le plan de sécurité et de santé

Le chantier n'est pas soumis à la mise en place d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le chantier n'est pas soumis à un PPSPS ; un plan de prévention sera signé entre le Titulaire et le représentant du maître d'œuvre.

10.5.4 Voies et réseaux divers

Lorsqu'un chantier excède un coût de 760 000 euros, le maître de l'ouvrage prévoit une voie d'accès au chantier, ainsi que le raccordement à des réseaux de distribution électrique et d'eau potable ; il prévoit aussi l'évacuation des matières usées conformément aux règlements sanitaires.

A titre exceptionnel, des dérogations peuvent être accordées, à la demande du maître d'ouvrage par le Directeur départemental du travail et de la main d'œuvre, sous réserve de la mise en œuvre de mesures compensatrices d'hygiène et de sécurité.

10.5.5 Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG Travaux, il ne sera pas tenu par le maître d'œuvre un registre de chantier.

11. CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

11.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages sont prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou le CCTP.

Les dispositions de l'article 24.4 du CCAG Travaux et de l'article relatif aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

Le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le présent marché. Les premiers essais, définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage seront à la charge du maître d'ouvrage.

Tous les suivants qui s'avèreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants seront à la charge de l'entreprise ; le programme étant dans chaque cas défini par les maîtres d'œuvre et d'ouvrage, de même que l'organisme chargé de les réaliser.

11.2 Réception

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserves, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du CCAG Travaux.

En cas de phases correspondant à un ouvrage ayant sa propre fonctionnalité et autonomie, il pourra être prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG Travaux.

Chaque réception partielle fera courir le délai de garantie propre aux ouvrages réceptionnés à compter de la date d'effet de cette réception.

Cependant, les sûretés constituées pour la réalisation des différentes parties d'ouvrages, objet du présent marché, seront maintenues dans leur montant jusqu'à expiration du délai de garantie du dernier ouvrage réceptionné. Elles pourront être mises en jeu au titre de la garantie de parfait achèvement propre à chacun des ouvrages réceptionnés.

La date de réception sera unique pour tous les corps d'état. Exceptionnellement, un constat d'achèvement des travaux pourra avoir lieu, à la demande de l'entrepreneur ou du mandataire.

Par dérogation à l'article 42.2 du CCAG Travaux, la prise de possession par le maître de l'ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrages doit être précédée d'une réception partielle dont les conditions seront fixées par le représentant du pouvoir adjudicateur et notifiées par ordre de service.

11.3 Dispositions particulières

Sauf disposition figurant au CCTP, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves ou de la vérification des performances ou rendements obtenus, lorsque :

- les épreuves ne doivent être exécutées que postérieurement à la date d'achèvement des travaux ou de remise des ouvrages ;
- les épreuves, ou vérifications ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année ;
- sont prévues des performances ou des rendements fixés au préalable avec éventuellement des sanctions ou des bonifications financières en fonction des résultats obtenus.

Renforcement structurel d'un bâtiment et création d'une salle de réunion - Persan

11.4 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Il est prévu une mise à dispositions d'ouvrage définie dans le CCTP. Pour la mise en œuvre de cette mise à disposition, il sera fait application de l'article 43 du CCAG Travaux.

11.5 Documents fournis après exécution

Le Titulaire remet au maître d'œuvre dans le délai défini ci-dessous les éléments constitutifs du DOE et les éléments nécessaires à l'établissement du DIUO qui le concerne.

Le contenu du DOE est fixé comme suit :

- les plans d'ensemble et de détails, les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés établis par le Titulaire, y compris les réseaux réalisés,
- les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre établis ou collectés par l'entrepreneur, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements,
- les constats d'évacuation des déchets.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maître d'œuvre au plus tard à la date des Opérations Préalables de Réceptions (OPR) fixée par le maître d'œuvre.

L'ensemble des documents à remettre par l'entrepreneur au maître d'œuvre dans le délai fixé ci-dessus seront présentés dans les formes prévues à l'article 40 du CCAG Travaux, sauf les stipulations ci-dessous.

Les notices de fonctionnement et d'entretien, en langue française, ainsi que le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage, seront fournis au compatible avec le pack Office et dwg.

Les plans et les autres documents conformes à l'exécution seront fournis au format papier et informatique compatible avec le pack Office et dwg.

Ces documents seront fournis en 3 exemplaire(s) papier, dont un reproductible. Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Ils pourront être remis sur support informatique (CD, DVD, clé USB, autres).

Ces documents pourront être remis sous forme électronique.

Tous les documents devront être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels de dessin et de calcul suivants : excel et dwg.

Toutefois, le Titulaire devra remettre une copie de sauvegarde sur support informatique.

11.6 Délai de garantie

Par dérogation à l'article 44.1 du CCAG travaux le Titulaire s'engage à livrer des matériels et logiciel parfaitement fonctionnels. La garantie pièces et main-d'œuvre contractuelle est de 2 ans à compter de la date de mise en service.

Les éventuels constats d'achèvement partiel de travaux ne font pas courir le délai de garantie qui ne court qu'à compter de la date d'effet de la réception de l'ensemble des travaux. Le Titulaire reste ainsi tenu par son obligation contractuelle à l'égard du maître d'ouvrage.

11.7 Garanties particulières

Aucune garantie particulière n'est prévue.

Le fabricant et/ou fournisseur et l'entrepreneur (applicateur agréé) sont tenus à une garantie solidaire. Ces garanties engagent l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou d'une mauvaise exécution des travaux.

12. DISPOSITION EN MATIÈRE D'INSERTION ET/OU DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE ET/OU DE PROTECTION DE L' ENVIRONNEMENT

12.1 Dispositions générales

Le Titulaire, sous-traitant ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG Travaux. Le Titulaire sous-traitant ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

12.2 Mesures relatives à la gestion des déchets de chantier

Le CCTP définit les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les travaux vers les sites susceptibles de les recevoir. Il précisera les modalités permettant au maître de l'ouvrage de s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier.

12.3 Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

En complément de l'article 35 du CCAG Travaux, le Titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du Titulaire, en cas de réclamation auprès du maître d'ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

13. ASSURANCES

En cas de retard dans la transmission des attestations d'assurances, il sera fait application d'une pénalité de retard dans les conditions définies à l'article "Pénalités pour retard dans la transmission de l'attestation d'assurance" ci-dessus.

Dans le cas où cette justification n'aurait pas été produite avant la signature du marché sur demande du maître de l'ouvrage, le Titulaire devra produire celle-ci dans un délai de 15 jours de la demande du maître de l'ouvrage.

Par ailleurs, le Titulaire devra produire cette attestation en cours d'exécution des travaux si le chantier dure sur plusieurs années civiles, au plus tard le 20 janvier de la nouvelle année civile.

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du Titulaire en cas de non production des justificatifs d'assurance.

L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de police ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques. Le Titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes.

Lorsqu'il s'agit de travaux non soumis à l'obligation d'assurance décennale, l'attestation d'assurance couvrant la responsabilité civile décennale n'est pas exigée.

14. CLAUSE DE RÉEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

14.1 Remplacement du Titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le Titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau Titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le Titulaire.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

14.2 Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des travaux qui leur ont été confiés.
- Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut,
- dans le cas du groupement solidaire, il sera procédé à la résiliation du marché pour faute
- dans le cas du groupement conjoint, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :
- de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leur travaux après désignation d'un mandataire non solidaire,
- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

15. DIFFÉRENDS ET LITIGES

La loi française est seule applicable au présent marché.

En cas de litige, le tribunal compétent est : voir RC

Tout rapport, toutes documentations, toutes correspondances, relatifs au présent marché doivent être rédigés en langue française.

16. RÉSILIATION

Les dispositions des articles 49 à 53 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) Travaux sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoute la disposition suivante.

16.1. Résiliation pour faute du Titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 50.3 du CCAG Travaux avec les précisions suivantes :

- Le Titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- La résiliation pour absence de production des attestations d'assurances prévues à l'article "Assurance de responsabilité " peut s'opérer sans mise en demeure préalable.
- En complément de l'article 50.3 du CCAG Travaux, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du Titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.
- En cas de non-respect, par le Titulaire ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations visées à l'article Avance de l'acte d'engagement relatives à la fourniture des pièces, prévues aux articles R. 2143-6 à R.2143-15 du code de la commande publique, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.
 - La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, le Titulaire, ou le cotraitant, dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.
- En cas d'inexactitude des renseignements, mentionnés aux articles R. 2143-3 à R. 2143-15 du code de la commande publique, fournis par le Titulaire ou l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part du marché correspondante sera résiliée sans mise en demeure à leur frais et risques.

16.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 50.4 du CCAG Travaux, sans préjudice de l'application de ses dispositions au titre des alinéas 2 et 3, l'indemnité de résiliation est fixée à 5% du montant initial HT du présent marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

16.3. Mesures coercitives

Dispositions particulières relatives à la défaillance du mandataire solidaire d'un groupement conjoint : **Par dérogation et en complément des articles 52.7.2 et 52.7.3 du CCAG Travaux**, lorsque le mandataire solidaire est défaillant dans ses fonctions de coordination du groupement, si les autres membres du groupement ne désignent pas parmi eux le nouveau mandataire solidaire, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité soit :

- de prononcer la résiliation pour faute de la totalité du marché
- de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire non solidaire
- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG Travaux, dans le cas d'un marché à tranches, ne seront pris en compte que les montants de la tranche ferme et des tranches optionnelles affermies.

17. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

17.1. Donnée à caractère personnel recueillies dans le cadre de la présente consultation

Les données à caractère personnel recueillies dans le cadre de la présente consultation font l'objet d'un traitement informatisé destiné à l'attribution du marché afférent. Le responsable de ce traitement est la Gendarmerie Nationale. La base légale de ce traitement est sa nécessité à l'exécution des mesures précontractuelles procédant des actes de candidatures des personnes concernées (article 6.1 b du Règlement n°2016/679 du 27 avril 2016, dit Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)). Ces données ne seront pas utilisées à une autre fin que celle-ci. Les destinataires de ces données sont les personnes habilitées chargées de la gestion de marchés publics au sein de la Gendarmerie Nationale, les personnes morales de droit privé ou de droit public ou les personnes privées auxquelles sont destinées ces offres, les organismes publics, exclusivement pour répondre à des obligations légales et le cas échéant, les prestataires ayant vocation à intervenir dans la procédure de passation dudit marché public présentant toutes les garanties requises au respect de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel. Ces données seront conservées durant toute la durée nécessaire à la passation du marché public. Elles pourront ensuite faire l'objet d'un archivage sur un support informatique distinct dont l'accès sera restreint et effectué conformément aux délais de prescription légaux applicables aux documents des dossiers de marchés publics. Conformément à la réglementation relative à la protection des données et notamment au RGPD, les candidats bénéficient à tout moment, dans le cadre du présent traitement, du droit d'accéder aux données à caractère personnel les concernant, du droit à leur rectification ou leur effacement, ou encore d'un droit à la portabilité de leurs données.

Pour exercer un de ces droits ou pour toute question relative au traitement des données, les candidats pourront adresser directement leur demande par courrier postal à l'adresse suivante :

**RÉGION DE GENDARMERIE D'ÎLE-DE-FRANCE
BBA / SA / CAM
4 Avenue Busteau
94700 MAISONS-ALFORT**

ou à l'adresse électronique suivante cam.sa.rgif@gendarmerie.interieur.gouv.fr. S'ils estiment, par ailleurs, après cette prise de contact, que leurs droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés ou que le traitement n'est pas conforme aux règles de protection des données, il leur sera possible d'adresser une réclamation à la CNIL.

Une fois le marché attribué, chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Plus précisément, le cocontractant tiers n'est destinataire que des données à caractère personnel strictement nécessaires à l'exécution du présent marché.

Il s'engage, en outre, à assurer la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel lui ayant été communiquées et à ne pas les utiliser pour une finalité autre que l'exécution du présent marché.

Il s'engage, enfin, à détruire, à l'issue du marché, les données à caractère personnel dont il aura été destinataire.

17.2. Données recueillies pendant l'exécution du marché

Dans le cas où le Titulaire est amené, dans le cadre de l'exercice des missions qui lui sont confiées par le présent marché, à traiter des données à caractère personnel, celui-ci est responsable du traitement de ces données à caractère personnel à raison de l'autonomie et de l'expertise dont il dispose. En tout état de cause, le Titulaire est tenu, dès la prise d'effet du marché, au respect de la réglementation issue notamment du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) et de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles. Il assume, à ce titre, l'ensemble des obligations découlant de ce statut et garantit notamment le respect des droits et l'information des personnes concernées.

18. DÉROGATIONS AU CCAG APPLICABLE

Liste des articles du CCAG Travaux auxquels il est dérogé et intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations :

Articles du CCAG auxquels il est dérogé

Intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations

4.1 Pièces contractuelles
12.2.2 Demande de paiement d'acomptes
12.3 Demande de paiement final
12.3.2 Demande de paiement final
12.4.2 Décompte général définitif
12.4.4 Décompte général
14.4.3 Augmentation du montant des travaux
18 Fixation et prolongation des délais
19.2 Pénalités, primes et retenues
19.3 Pénalités, primes et retenues
28.1 Préparation des travaux
28.2.2 Préparation des travaux
28.5 Préparation des travaux
40 Documents fournis après exécution
42 Réceptions partielles
42.2 Réceptions partielles
44.1 Garanties contractuelles
50.4 Résiliation pour motif d'intérêt général
52.1 Résiliation pour faute du titulaire
52.7.2 Mesures coercitives
52.7.3 Mesures coercitives